

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2447)

Tombé

AMENDEMENT

N ° SPE734

présenté par

M. Ciot

ARTICLE 17

Remplacer cet article par un article ainsi rédigé :

Sont intégrés dans la loi du 25 ventôse an XI les articles suivants :

« *Article 31.*- Le garde des sceaux, ministre de la justice, décide de l'augmentation du nombre de notaires en considération des objectifs de sécurité juridique, d'accès au service public de la justice, des besoins du public et de la situation géographique, démographique et économique des territoires.

« Afin d'atteindre ces objectifs, en fonction d'une prévision triennale, dans le ressort de chaque cour d'appel, le garde des sceaux, ministre de la justice :

« 1° Détermine les offices dans lesquels il devra être procédé à la nomination d'un ou plusieurs notaires salariés ;

« 2° Fixe la liste des offices qui doivent accueillir un ou plusieurs notaires associés ;

« 3° Arrête les lieux dans lesquels des offices sont créés. »

« *Article 31-1.*- 1° Il sera procédé à l'accueil d'un notaire salarié dès lors que l'office concerné dépasse un seuil déterminé par décret en Conseil d'État.

« 2° Il sera procédé à l'accueil d'un notaire associé dès lors que l'office concerné dépasse des seuils déterminés en Conseil d'État, durant chacune des trois années antérieures.

« 3° Il est créé un office notarial dès lors que l'unité urbaine de référence compte plus de 15.000 habitants sans office ni bureau annexe et recense plus de 3.000 propriétaires de leur résidence principale au dernier recensement INSEE publié.

« Pour les unités urbaines de plus de 200.000 habitants, les critères définis ci-dessus s'appliquent à l'échelon de chacune des communes de plus de 15.000 habitants concernées, dès lors qu'il n'existe pas déjà d'offices ou de bureaux annexes dans les communes limitrophes.

« Dans les unités urbaines de référence de plus de 15.000 habitants où existe déjà un office, il peut être créé un ou plusieurs offices supplémentaires, dès lors que le nombre des notaires en exercice sur l'unité urbaine est inférieur à la densité notariale définie ci-dessus. »

« *Article 31-2.-* Une convention triennale relative à la communication de toutes les données permettant au garde des sceaux de remplir les missions qui lui attribuées ci-dessus est signée entre le ministère de la justice et le Conseil supérieur du notariat. »

« *Article 31-3.-* En cas de non-respect, du plan d'accueil des notaires salariés et des notaires associés, défini par le garde des sceaux, une sanction disciplinaire pourra être prononcée à l'encontre des notaires et/ou de la société qui avaient l'obligation d'accueil. »

« *Article 31-4.-* Il est instauré un fonds de péréquation entre les offices de notaires pour l'aide à la restructuration de la profession et l'installation des primo-installant(s). Le calcul de cette cotisation sera fixé par décret. Une remise de cette cotisation sera accordée aux offices respectant les obligations d'accueil prévues conformément aux articles précédents ainsi qu'aux offices non concernés par le plan d'accueil. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le notaire tient ses prérogatives, attachées aux actes de l'autorité publique, de sa nomination par le ministre de la Justice. Il exerce ses fonctions sous la seule tutelle du ministre qui contrôle son activité. L'intervention du Ministère de l'Économie ne semble ainsi pas judicieuse.

Son statut d'officier public l'exclut de la directive du Parlement européen et du Conseil n°2006/123 du 16 Décembre 2006 dite Directive Service, et fait obstacle au principe de liberté d'installation, sous le contrôle d'une autorité indépendante.

L'adaptation du nombre d'offices et des officiers publics et ministériels sur l'ensemble du territoire reste une nécessité.

Leur implantation doit se réaliser dans le cadre d'une planification nationale, pour assurer la cohérence et l'optimisation du maillage territorial et l'égal accès au droit pour tous les citoyens.

Un plan programmant les installations sur une période triennale doit être préparé par le ministre de la justice en sa qualité de seul garant de l'accès au droit et de la bonne administration de la justice et de la paix sociale.

Ce plan triennal doit donner au ministre de la Justice la possibilité d'augmenter progressivement le nombre d'officiers publics et ministériels soit en imposant de nouveaux officiers publics dans les offices existants, soit en créant de nouveaux offices en cas de besoins.

Il doit permettre également de faciliter l'accès pour les jeunes diplômés, en programmant leur arrivée sans désorganiser les professionnels en place, ni mettre en péril les offices existants.

Ce plan doit s'imposer aux professionnels concernés et, s'il n'est pas respecté, le garde des sceaux doit disposer de moyens de contrainte et de sanction adaptés et proportionnés.